

Suite de la page 37

thèmes nationalistes et anti-européens ; non qu'il les ait abandonnés. Ainsi dans le cadre de sa politique d'union du peuple de France du 20<sup>e</sup> congrès, ou de «socialisme aux couleurs de la France», il tente de se présenter comme le meilleur défenseur des intérêts nationaux aux gaullistes, aux chrétiens, aux petits patrons... Le PCF d'autre part va engager dans le cadre du programme commun, dans lequel il était proposé de refaire de l'impérialisme français un pays exportateur agressif, une campagne sur le thème «fabriquons français».

Par la suite, le PCF a radicalement modifié sa position -on a parlé de «virage à 180°»- sur une question qui concerne indirectement l'Europe, la question de la force de frappe française. Jusqu'en mai 1977, le PCF avait toujours été hostile à la force de frappe : «ce n'est pas la mise sur pied d'une périlleuse et ruineuse force de frappe qui peut assurer l'indépendance et la sécurité de la France» disait-il, ajoutant qu'elle était la porte ouverte à un réarmement de la RFA. Après un rapport présenté par Kanapa au comité central sans qu'il n'y ait eu aucun débat au sein du PCF, le parti révisionniste se déclarait favorable à la force de frappe. Il s'agissait alors de la renégociation du Programme commun.

En 1972, parce qu'il s'agissait pour le PCF de s'allier avec le PS, le parti révisionniste ne craignait pas de modifier assez profondément sa position européenne, se déclarant partie prenante de la construction de la CEE, réclamant plus de pouvoirs pour le Parlement européen, y présentant des députés, acceptant la force de frappe...

Aujourd'hui que cherche le PCF avec sa nouvelle campagne chauvine ?

Cette campagne doit être resituée en fonction de la situation actuelle et de ses aspects conjoncturels, et en fonction du projet politique du parti révisionniste, projet qui est en filigrane dans le discours antieuropéen du PCF. Aspect conjoncturel, c'est tout d'abord la proximité du scrutin européen, scrutin à la proportionnelle, qui permet au PCF de s'engager dans l'arène électorale sur ses propres thèmes qui seront les

Suite de la page 37

Carrillo déclarait en outre : «Nous ne comprenons pas la position du PCF. Le PCF pense que l'entrée de l'Espagne dans la Marché commun peut favoriser l'influence de l'Allemagne. Nous pensons au contraire que l'entrée de l'Espagne, comme d'ailleurs de la Grèce et du Portugal, renforcerait la position des pays latins en Europe, ce qui ne serait pas une mauvaise chose, démocratiserait l'Europe. Nous n'acceptons pas qu'on nous dise de Paris, ce qui est bon ou mauvais pour les travailleurs espagnols».

Moins de trois ans après le meeting commun Berlinguer/Marchais à Paris qui avait semblé justifier l'existence de l'«eurocommunisme», les relations entre ces partis PCF, PCP, et PCE, PCI se sont régulièrement dégradées.

Même si aux journées d'étude du «groupe communiste et apparenté de l'Assemblée européenne» de décembre 1978, les parlementaires révisionnistes ont noté que «loin d'être gênantes, les différences sont enrichissantes»..., même si le PCF y découvre un signe d'indépendance et de démocratie, ces divergences portent sur des points non négligeables, sur l'élargissement de la CEE, les pouvoirs du Parlement, l'appartenance à l'OTAN, les relations avec la social-démocratie...

Alors que le PCP et le PCF adoptent largement, sous couvert de sauvegarder l'indépendance de l'Europe face aux USA, les thèses de politique extérieure qui sont ceux de l'autre superpuissance, abandonnant dans cette mesure les thèses de l'eurorévisionnisme, le PCE et le PCI se veulent plus indépendants de l'URSS.

Les révisionnistes espagnols et italiens reprochent également au PCF, depuis l'échec des législatives de 1978 de ne plus faire sien l'objectif d'union avec la social-démocratie, tandis qu'eux développent leurs efforts dans ce sens. En février, une délégation du PCI a ainsi rencontré tous les responsables des différents PS européens, le SPD allemand, le parti travailliste anglais, le PS en la personne de Mitterrand, afin de discuter avec eux des thèses de leur XV<sup>e</sup> congrès.

Dernièrement, Carrillo déclarait : «Il faut arriver à un accord sur l'Europe sans cela l'eurocommunisme n'existe pas pleinement».

Cet accord ne semble pas prêt de voir le jour... L'eurorévisionnisme semble bien pour l'instant remis en question.

plus démagogiques possible, afin de récupérer par ses accents poujadistes le maximum de voix. C'est aussi la nécessité de refaire surface après l'échec de mars 1978, de resserrer les rangs dans le parti révisionniste sur un thème unifiant, de tenter d'isoler le PS. Et alors qu'en Lorraine des luttes d'ampleur sont engagées par les sidérurgistes, le PCF manifeste aussi la volonté de les récupérer en les détournant de leur cible.

Mais dans cette campagne du PCF, on retrouve aussi toute la logique de son projet politique, une logique capitaliste, un soutien aux positions du social-impérialisme.

## Une campagne démagogique

Pourquoi le PCF axe-t-il tout son système d'explication, l'essentiel de

sa propagande sur l'Europe à quelques mois du scrutin européen ? La réponse est simple. Le PCF prépare ces élections du parlement européen.

### • Des visées électorales mal dissimulées

Le type de scrutin des élections de juin, à la proportionnelle, permettant à chaque parti de compter ses voix sans avoir besoin de passer d'alliance avec un autre parti, le PCF n'est pas obligé d'adopter des compromis avec le PS. Sa campagne vise au contraire à affaiblir le PS qui, sur la question de l'Europe, ne développe pas de positions très différentes de la droite giscardienne. En adoptant une position ferme et hostile à la construction européenne, le PCF tente d'accréditer son explication du «virage à droite» du PS, de sa seule responsabilité dans